UN HOMME EXTRAORDINAIRE ET IMPARFAIT, IMPOSSIBLE À IDÉALISER

BARBARA MESSAMORE est professeure à l'Université Fraser Valley, en Colombie-Britannique. Les intérêts de recherche de Dre Messamore touchent à l'histoire politique et constitutionnelle du Canada, au rôle des gouverneurs généraux du Canada, à la biographie historique et à l'histoire de la migration canadienne. Elle est actuellement rédactrice en chef du *Journal of Historical Biography*, une revue internationale évaluée par des pairs qui se consacre à l'étude de tous les aspects de la biographie historique.

Il y a quelques années, je me suis fait demander de prendre part à un exercice qui allait être publié dans la revue *Maclean's* et qui consistait à évaluer les premiers ministres du Canada. « Manifestement corrompu » avait été le seul de mes commentaires à être publié à propos de John A. Macdonald[1]. Que Macdonald ait été manifestement corrompu est indéniable, mais il a également été tellement plus.

Comment est-ce que Macdonald a réussi à dominer la vie politique canadienne jusqu'à sa mort lorsqu'il était encore en fonction en 1891 ? Il est tentant d'idéaliser les « hommes d'État » du passé, contrairement aux « politiciens » d'aujourd'hui, et de nous défaire de nos facultés critiques lorsque nous voyageons dans le temps. Malgré ce que nous imaginons parfois, Macdonald n'a pas vécu et réussi à prospérer grâce à la force de ses convictions d'acier et de sa clairvoyance. C'est plutôt les mêmes qualités que nous sommes enclins à déplorer chez nos politiciens contemporains – un pragmatisme agile et un don particulier pour les déclarations vagues – qui sont responsable de sa longévité. Macdonald n'a pas été plus habile à façonner audacieusement les événements à sa volonté que ne le sont les hommes politiques contemporains ; les mêmes types d'obstacles se trouvaient sur son chemin. Mais il avait été un maître de ce qu'Otto von Bismarck avait appelé « l'art du possible ». Il était rusé, dévoilant très rarement son jeu. Et l'élément qui a été le plus déterminant de son succès est le plus difficile à quantifier. Macdonald avait un don pour établir des amitiés, une qualité humaine extrêmement attirante et qui était très naturelle chez lui. Il savait se comporter avec les gens de tous les rangs ; il était aussi agréablement sympathique avec des Ducs qu'avec des tenanciers de bars. Même après tant d'années, ses lettres rayonnent de charme.

Les nombreux succès de Macdonald pourraient nous donner l'impression qu'il planifiait tout. Mais c'était son opportunisme qui a été l'élément le plus important de ses réussites. Il prenait ce qu'il pouvait obtenir aujourd'hui et remettait les détails au lendemain. Même selon ses dires, la Confédération « n'avait pas été le meilleur plan, mais le seul plan possible ». Il aurait préféré une simple union des colonies de l'Amérique du Nord britannique, mais il se consolait avec l'idée que les gouvernements provinciaux allaient simplement dépérir naturellement avec le temps. « Ceci est tellement clair à mes yeux, c'est comme si cela s'était déjà produit », avait-il écrit dans une correspondance privée, « mais, bien sûr, c'est un point de vue qu'il ne faut pas exposer lorsque l'on discute de ce sujet au Bas-Canada [français]. »[2]

La façon de faire de Macdonald devient très claire lorsque nous considérons la question prosaïque des droits douaniers. L'histoire a rendu la politique des tarifs douaniers de Macdonald plus cohérente qu'elle ne l'avait réellement été à l'époque. Aujourd'hui, nous pensons aux conservateurs de Macdonald comme à des protectionnistes dévoués qui ont mis en place la Politique nationale afin de protéger les commerçants canadiens lors de la récession des années 1870. Mais la réalité n'avait pas été si simple.

Pour Macdonald, la Politique nationale protectionniste était un plan B. Au cours des négociations du traité de Washington 1871, la Grande-Bretagne, le Canada et les États-Unis ont tenté de résoudre un certain nombre de questions non résolues. En tant que délégué canadien, Macdonald espérait arriver à rétablir une réciprocité, ou le libre-échange, avec les États-Unis, en utilisant l'accès à la pêche côtière du Canada en tant que levier politique. Mais les Américains n'ont pas été convaincus par Macdonald. Ils avaient connu d'importants déficits commerciaux sous l'ancien traité de réciprocité et le climat diplomatique était plutôt froid après la guerre civile. Certains Américains espéraient même que leur refus pourrait forcer le Canada à vouloir s'annexer aux États-Unis. Macdonald savait que les Britanniques désiraient avidement réparer leurs relations avec les Américains, et il avait reconnu qu'il pouvait exploiter cette occasion et ainsi obtenir une indemnisation des Britanniques pour avoir accepté de signer un traité décevant. Sa stratégie était machiavélique pour ce qui en est de sa conception, mais révèle de la bouffonnerie pour ce qui en est de son exécution.

Macdonald a tenté de convaincre les Britanniques que ses collègues de cabinet étaient intransigeants, refusant d'accepter les conditions du traité. Pour le prouver, il avait fourni des copies de

sa correspondance « privée » au gouverneur général, Lord Lisgar, avec la demande qu'il passe ces lettres au secrétaire d'État des colonies, Lord Kimberley. Mais Macdonald semble avoir gaffé en incluant une lettre qui exposait tout son stratagème. Durant les négociations de Washington, Macdonald avait écrit à son ministre des Finances, Francis Hincks, pour lui dire qu'il avait « élaboré un plan dans ma tête ». Il avait écrit que si le cabinet suggérait ne pas ratifier le traité, la Grande-Bretagne « à cause de son désir d'éviter toutes causes possibles de conflit » allait « nous faire une offre généreuse. Nous pourrions perdre cet avantage si nous leur donnons trop vite l'impression de vouloir céder. » Lisgar avait docilement transmis la lettre à Kimberley, en y ajoutant un post-scriptum qui reflétait de sa perplexité : « Je ne peux pas imaginer que ce mot ait été écrit avec l'intention de se retrouver entre mes mains »[3].

Kimberley avait été scandalisée par « l'esprit de supercherie »[4] de Macdonald, mais Lisgar l'avait néanmoins persuadé de fournir une garantie de prêt pour le chemin de fer en tant que compensation pour le Canada. Lisgar avait exhorté que les conservateurs allaient être confrontés à une rude bataille aux prochaines élections et qu'ils pourraient avoir de la difficulté avec les conditions du traité, bien qu'il ait admis que Macdonald devrait s'abstenir de manifester « tels comportements impudents » face au gouvernement impérial, comme il l'a fait avec ces « intrigants de la politique locale »[5]. Il avait admis en privé qu'« une part désagréable de ce qui se passe est que, j'en suis presque sûr, nous ne connaissons pas la véritable opinion de Sir J.A.M.... il a une nature tellement changeante que l'on ne peut pas savoir ce qu'il pense d'un jour à l'autre »[6].

Tel que l'avait prédit Lisgar, les conservateurs de Macdonald ont en effet connu plusieurs difficultés avant de gagner l'élection de 1872 à cause de la ratification du traité. Ils se sont accrochés au pouvoir par six sièges et une minuscule majorité du vote populaire – 49,9 % à 49,1 %[7]. La stratégie désespérée de Macdonald de gagner autant de voix que possible est revenue le hanter et en 1877, il allait être obligé de démissionner au milieu d'un scandale – mais plus à ce sujet dans un instant.

Le gouvernement libéral d'Alexander Mackenzie (1873-1878) a eu le malheur d'être au pouvoir durant une période de crise économique, leurs négociations prometteuses de libre-échange avec les Américains finissaient par échouer à l'étape de l'approbation du Sénat américain. Le ministre des Finances libéral Richard Cartwright avait candidement admis en 1877 qu'ils avaient autant d'influence sur les cycles économiques que « n'importe quel groupe de mouches sur une roue »[8].

Les conservateurs de Macdonald avaient livré un message beaucoup plus optimiste qui leur a permis de remporter l'élection de 1878 : ils affirmaient que protéger les jeunes entreprises canadiennes – par la Politique nationale – permettrait un retour vers la prospérité. Lorsqu'il se trouvait dans l'opposition, Macdonald avait harcelé Mackenzie à propos de sa politique douanière, qu'il considérait comme inefficace. Macdonald avait prétendu que Mackenzie avait approuvé le libre-échange lors d'un discours

à Dundee, mais qu'il promettait de protéger les entreprises à Montréal : « Il était un défenseur du libre-échange lorsqu'il était en Écosse et un protectionniste » lorsqu'il se trouvait à Montréal[9]. Macdonald avait opté pour une métaphore pour décrire sa propre politique : si vous construisez un mur, dit-il, il va agir comme un barrage « qui sauvegarde l'eau d'un ruisseau jusqu'à ce que l'eau déborde sur le pays et fasse beaucoup de dommages. Mais si une quantité modérée de l'eau est autorisée à déborder du mur, « cette eau peut être utilisée pour fertiliser, pour construire » et à d'autres bonnes fins. « Tentez-vous de maudire la protection ? » avait répliqué Mackenzie, irrité. Macdonald lui avait alors répondu qu'il ne devait pas jurer dans la Chambre des communes.[10]

Des années plus tard, Macdonald claironnait fièrement les succès du protectionnisme. Dans un discours qu'il avait donné à des ouvriers de Toronto en 1881, il avait félicité la foule d'avoir de plus beaux chapeaux et manteaux qu'avant l'élection de 1878, lorsque ceux-ci avaient des « cœurs lourds, et des poches et des garde-manger vides. » En tant qu'élu bien « nourri », il faisait remarquer qu'il « se trouvait également mieux après ces trois années de salaires ». Il encourageait la foule à se méfier des promesses des libéraux, leur demandait d'insister pour qu'ils n'interfèrent pas avec le marché et de « doucement les éduquer à propos du libre-échange » et leur montrer les erreurs de raisonnement du protectionnisme. Il avait comparé le protectionnisme à l'expérience d'un agriculteur qui progressivement réduit la quantité de nourriture qu'il donne à son cheval afin d'ainsi éliminer l'extravagance. L'agriculteur réussit à la fin à ne nourrir son cheval que d'une brindille, mais, malgré sa réussite, le cheval meurt[11].

Malgré ses revendications ultérieures, le plan de Macdonald à propos de sa politique douanière était loin d'être transparent lorsqu'il est revenu au pouvoir en septembre 1878. Le cabinet de la Grande-Bretagne souhaitait être informé de la direction que le Canada allait prendre ; en théorie, la Grande-Bretagne pouvait encore utiliser son droit de veto sur la mise en œuvre de mesures sur des droits différentiels affectant la mère patrie. Mais le gouverneur général avait de la difficulté à communiquer les intentions de Macdonald. Quelques mois après l'élection de 1878, le marquis de Lorne avait écrit en privé au secrétaire d'État des Colonies, Sir Michael Hicks-Beach, que Macdonald lui avait assuré que les « journaux anglais se trompaient complètement » s'ils croyaient que le Canada prévoyait implanter un droit de douane protecteur. « Ce serait un tarif de revenu. »[12] Même à la fin de février 1879, un mois avant la tombée du budget, Lorne a rapporté que, selon Macdonald, la politique concernait « uniquement un tarif de revenu »[13]. Le prédécesseur de Lorne, Lord Dufferin, qui avait assermenté la nouvelle administration de Macdonald juste avant son départ n'en était pas plus certain. Il avait admis que les propos de Macdonald « sur le sujet [du tarif] avaient été si délibérément vagues que je n'ai également pas été capable de connaitre ses intentions »[14]. Macdonald avait promis de soumettre toutes propositions à propos des finances au gouvernement britannique à l'avance[15], mais c'est uniquement la semaine même où le

budget devait être présenté à la Chambre que Lorne avait hâtivement télégraphié les propositions en Grande-Bretagne, ce qui n'avait pas donné assez de temps à une discussion véritable pour se produire[16]. Hicks-Beach avait admis en privé que tout veto britannique était en effet futile — « il serait inutile pour nous d'essayer »[17]. Macdonald choisissait rarement de confronter directement les autorités britanniques, et cela n'allait pas être la première fois qu'il allait gagner ses arguments grâce à sa procrastination et ses propos délibérément vagues.

Et qu'en est-il de son évidente corruption ? Le moment le plus bas de la carrière politique de Macdonald a sans aucun doute été le Scandale du Pacifique qui a éclaté en avril 1873 : des révélations accablantes qui exposaient que, lors de la campagne électorale de 1872, les conservateurs avaient demandé des fonds à Sir Hugh Allan en échange de l'octroi du contrat de construction du chemin de fer en Colombie-Britannique. Au début de juillet 1873, le *Globe*, un journal libéral, avait publié les détails compromettants, y compris une note de l'allier de Macdonald au Québec, George-Etienne Cartier, en y dressant une liste des « exigences » monétaires attendues de chaque homme politique, y compris 35 000 dollars pour Macdonald lui-même. Dans ces télégrammes, Macdonald promettait à Allan de soutenir sa candidature pour les travaux de la RCR, mais il l'avertissait que « nous devons garder le silence à propos de toute cette affaire jusqu'à après les élections ». Dans un message particulièrement candide, Macdonald a indiqué que « je dois recevoir un autre dix milles. Ne me décevez pas ».

Pendant la campagne de 1872, Macdonald avait dû se dépêcher de rentrer à Kingston afin de se faire élire dans son propre compté. Avec le retrait de la garnison impériale, la ville était vidée et l'éminent marchand John Carruthers menait une populaire campagne libérale. Mais le retour de Macdonald dans sa ville natale ne lui avait pas donné coup de pouce qu'il espérait. Il avait amèrement et invraisemblablement accusé Carruthers d'un complot de grande envergure visant à gonfler le prix du carburant. Lorsque Carruthers a nié l'accusation, Macdonald l'a giflé et a essayé de l'attraper par la gorge. Selon les dires d'un journal local, il était évidemment « très excité » — une description que l'historien Ged Martin croit avoir été un euphémisme pour « ivre ». Macdonald avait réussi à garder son siège par 131 voix.

George-Etienne Cartier, malgré ses efforts, a été défait à Montréal-Est, et a dû être parachuté dans un siège de Provencher, au Manitoba. Mais lorsque les détails du scandale du chemin de fer ont commencé à ressortir, Cartier, qui avait alors cinquante-huit ans, a succombé à la maladie de Bright alors qu'il se trouvait à Londres. Macdonald avait reçu le télégramme le matin du 20 mai 1873 et avait annoncé cette nouvelle à la Chambre des communes dans l'après-midi. Il s'était effondré en sanglots et fixait debout silencieusement le siège vide que Cartier avait occupé.

Il ne restait donc que Macdonald pour affronter la tempête qui avait tranquillement grandi au cours de l'été. Au début d'août, Macdonald s'est retrouvé à

Rivière-du-Loup suite à une escapade de soulon ; ni ses amis ni ses ennemis ne savaient où il se trouvait. Le *Globe* avait spéculé qu'il s'était suicidé. Le Parlement devait reprendre ses travaux à la mi-août et le gouverneur général avait accepté une prorogation immédiate le 15 août, malgré une pétition signée par quatre-vingt-douze délégués. Macdonald avait espéré éviter une nouvelle session jusqu'en février 1874, mais Dufferin avait insisté sur une pause plus courte. Ainsi, la prorogation a seulement retardé l'inévitable, et quand la Chambre a entamé une nouvelle session le 23 octobre, il était devenu évident que Macdonald avait perdu un soutien crucial. Le 5 novembre, il a présenté sa démission au gouverneur général et a entrepris cinq années dans le désert de l'opposition.

Le Scandale du Pacifique est bien connu, mais Ged Martin a jeté de la lumière sur un épisode oublié qui est survenu plus tard et qui aurait pu terminer la longue carrière de Macdonald dans la disgrâce totale. Tout comme Cartier en 1873 a été épargné des conséquences du Scandale du Pacifique par sa mort, Macdonald a succombé à un AVC mortel en juin 1891 alors que de nouvelles révélations dévastatrices étaient à l'horizon. Ce que Martin nomme le scandale Bancroft a été « effacé » de l'histoire de vie de Macdonald.

La position précaire de Macdonald dans sa circonscription de Kingston avait été gagnée parce qu'il avait promis de construire une nouvelle cale sèche pour la ville qui recevait des offres concurrentielles en 1889. Mais peu de temps après le triomphe de Macdonald durant l'élection de 1891, un comité parlementaire a entrepris des enquêtes sur Hector Langevin, ministre des Travaux publics, et sur l'entrepreneur et député Thomas McGreevy, tous deux responsables de corruption importante. Cette enquête menaçait de jeter de la lumière sur une histoire encore plus complexe qui était liée au scandale McGreevy : des questions gênantes faisaient surface à propos du soumissionnaire qui avait été retenu pour le projet de cale sèche de Kingston, un inconnu appelé Andrew C. Bancroft, dont la seule adresse était une boîte postale. Bancroft, selon Martin, avait été une invention, créé pour donner l'apparence de neutralité dans l'attribution du contrat de cale sèche alors que les vrais directeurs avaient des liens avec le bureau de Langevin. Les 1 891 enquêtes ont mis un terme à la carrière de Langevin – de même qu'à ses espoirs de succéder à Macdonald – et ont mené McGreevy, son frère et ses autres associés à passer du temps en prison.

Macdonald était-il au courant de cette fraude ? Martin croit que oui. Le premier ministre portait une attention particulière à l'attribution de subventions, s'informant même des affiliations politiques de ceux qui fournissaient le bois de chauffage au pénitencier de Kingston. De plus, il est possible qu'il ait pris un intérêt particulier dans le projet de cale sèche puisqu'il avait de l'expérience en affaires avec les ports et les quais. À cinquante-huit ans, Macdonald avait survécu à la disgrâce du Scandale du Pacifique. Mais, en 1891, après une dure campagne électorale, le premier ministre de soixante-seize ans n'avait plus la résilience pour faire face à un nouveau scandale.

Lorsque nous considérons son histoire de plus près, il devient impossible d'idéaliser John A. Macdonald. Il a été un politicien qui a connu un grand succès, et, comme bien des idéalistes le découvrent, le succès à long terme exige souplesse et compromis. Macdonald avait trouvé des moyens d'aller de l'avant, de tirer avantage du possible même lorsque cela ne correspondait pas exactement à ce qu'il recherchait. Certains de ses compromis ont été d'ordre moral. Après des années en fonction et les habitudes apprises à cause de son association avec des initiés et des stratégistes du parti, Macdonald avait franchi la ligne entre l'endroit où il est acceptable de céder et où il ne l'est pas. Mais il est également impossible d'étudier Macdonald, de lire ses lettres, sans développer une certaine affection pour lui. Notre affection envers Macdonald ne dépend pas de sa perfection – ni même de son intégrité – et, même 200 ans après sa naissance, Macdonald gagne malgré tout notre admiration réticente.

NOTES

1 Le magazine *Maclean's*, 10 juin 2011.

2 Tel que cité par Ged Martin, "Archival Evidence and John A. Macdonald Biography," *Journal of Historical Biography* 1 (Printemps 2007): 91.

3 Library and Archives Canada [LAC], Kimberley Papers, A 314, Lisgar to Kimberley 11 May 1871, enclosure, Macdonald to Francis Hincks, n.d. and postscript by Lisgar. Il est ironique que les historiens ont ensuite blâmé Lisgar d'entraver les négociations diplomatiques de Macdonald parce qu'il avait donner les lettres privées de Macdonald à des fonctionnaires britanniques.

4 LAC, Kimberley Papers, A 314, Lisgar to Kimberley 11 May 1871, enclosure, Macdonald to Francis Hincks, n.d., Minutes by Kimberley, 23 May 1871 ; Gladstone 25 mai 1871.

5 LAC, Kimberley Papers, A 314, Lisgar to Kimberley, private, 17 août 1871.

6 Library and Archives Canada, 314 Kimberley Papers, 30 août 1871 Lisgar à Kimberley, en privée.

7 L'autre 1 % du vote populaire est aller aux « autres » candidats. Parlement du Canada, Résultats électoraux, 2e élection, automne 1872, http://www.parl.gc.ca/parlinfo/Compilations/ElectionsAndRidings/ResultsParty.aspx?Season=0&Parliament=4190e40c-3fa8-409c-bab7-5a4008b89f47.

8 Tel que cité par Ben Forster, "Alexander Mackenzie," *Dictionary of Canadian Biography*. http://www.biographi.ca/en/bio/mackenzie_alexander_12E.html.

9 John A. Macdonald, 7 mars 1876, *House of Commons Debates*, 3rd Parliament, Third Session, vol. 1, 495. http://parl.canadiana.ca/view/oop.debates_HOC0303_03/536?r=0&s=2.

10 Ibid.: 493.

11 John A. Macdonald, discours donné devant les Workingmen of Toronto, 30 mai 1881 https://www.collectionscanada.gc.ca/primeministers/h4-4035-e.html.

12 Lorne to Hicks-Beach, 3 December 1878, Lorne MS, A 717.

13 Lorne to Hicks-Beach, 8 février 1879, Lorne MS, A 717.

14 Dufferin to Lorne, 22 août 1878, LAC, Dufferin MS, A 416.

15 Hicks-Beach to Lorne, 31 décembre1878, Lorne MS, A 717.

16 Lorne to Hicks-Beach, — [?] mars 1879, Lorne MS, A 717.

17 Hicks-Beach to Lorne, 11 février 1879, Lorne MS, A 717.

MACDONALD : À SON ÉPOQUE ET À LA NÔTRE

Dr. JAMES DASCHUK est l'auteur de *Clearing the Plains : Disease, Politics of Starvation and the Loss of Aboriginal Life*, professeur adjoint à la faculté des études de kinésiologie et de santé à l'Université de Regina et chercheur au Saskatchewan Population Health and Evaluation Research Unit.

En 2015, alors que nous célébrons le bicentenaire de la naissance de John A. Macdonald, notre premier et plus important premier ministre est le centre d'une vive controverse sur le passé du Canada, mais aussi sur son présent. En tant qu'historien, je suis heureux de voir un tel débat sérieux durer si longtemps ; il semble que nous accordons finalement l'importance qui leur revient à l'histoire du Canada et à la place de Macdonald à l'intérieur de celle-ci. Les deux côtés opposés du débat autour de l'héritage de Macdonald ont été le plus succinctement exposés dans le *Walrus* à l'aube de l'anniversaire de naissance de Macdonald en janvier 2015. D'une part, Stephen Marche a décrit notre premier premier ministre comme un ivrogne raciste corrompu méritant un « mépris mûrement réfléchi et soutenu »[1] de notre part. À l'autre extrémité du débat, le plus récent biographe de Macdonald, Richard Gwyn, a défendu son protagoniste en décrivant Sir John A. comme le « premier bouc émissaire du Canada » que plusieurs écrivains du 21e siècle utilisent afin de « détourner l'attention de nos propres échecs » en tant que nation[2]. Dans sa défense du « Père Demain », Gwyn défend avec pertinence son héros des accusations de corruption – tout le monde politique était corrompu à l'époque ; d'alcoolisme — il avait été sobre durant la majeure partie de son mandat ; et de racisme – son successeur libéral, Wilfrid Laurier, avait été pire envers les Chinois en augmentant la tristement célèbre taxe d'entrée de 500 %.

La question au cœur du débat sur l'héritage de Macdonald vise à savoir s'il avait été, pour reprendre la bonne vieille expression, un « homme de son temps » qui avait agi en accord avec les croyances et les attitudes prévalant à son époque,